

PME

MANAGEMENT

Les Helvètes travaillent moins
que leurs voisins européens

BUSINESS

Le marché
du sommeil sort
de sa léthargie

CLASSEMENT

Les entreprises les
plus innovantes
de Suisse



Intelligence artificielle: la métamorphose

La Suisse aborde l'ère de l'IA avec de solides atouts et s'impose parmi les leaders européens. Mais la perspective de pertes d'emplois vient nuancer l'enthousiasme.



Intelligence artificielle: la métamorphose

La Suisse entre dans l'ère de l'IA avec de sérieux atouts en main et se positionne comme l'un des leaders européens. Mais la question épineuse des pertes d'emploi vient tempérer l'euphorie.

Dossier réalisé par **Carole Berset, Julien Crevoisier, Erik Freudenreich**
et **Gabriel Sigrist**, collaboration **William Türlér**
Illustration **Ricardo Moreira**





4^e rang

Selon un baromètre établi par le média britannique Tortoise en 2024, la Suisse se classe au 4^e rang mondial dans la course à l'intelligence artificielle, grâce, notamment, à son infrastructure, ses talents et sa recherche.



L'économie dopée à l'IA: entre euphorie et inquiétude

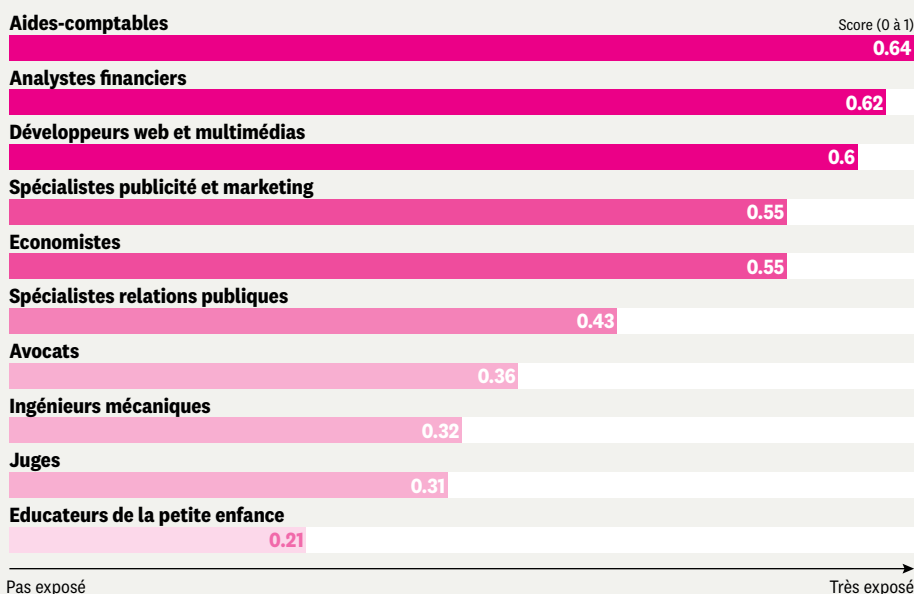
Depuis l'entrée en scène tonitruante de l'IA générative en 2022, les contours de l'automatisation se sont précisés. Un **nouvel écosystème de start-up** a émergé, avec la promesse de gains de productivité et de percées scientifiques majeures.

Jamais depuis l'avènement d'internet une percée technologique n'avait autant secoué l'économie. L'IA promet une hausse massive de la productivité, l'automatisation des tâches répétitives, mais aussi d'aider à la prise de décision jusqu'au plus haut niveau hiérarchique des entreprises. En 2025, l'Organisation internationale du travail a même mesuré le degré d'exposition de différentes professions à l'automatisation par IA (voir infographie). Après l'industrie, ce sont aussi les services qui sont en passe de connaître une prise en charge massive des tâches complexes par des machines. Dans les économies hautement tertiariées comme celle de la Suisse, la crainte pour l'emploi se fait logiquement ressentir. Mais pas de panique, disent les experts. De Philippe Aghion, tout juste nommé Prix Nobel d'économie, à Marcel Salathé, codirecteur du Centre d'intelligence artificielle de l'EPFL, on rappelle que les avancées techniques, même majeures, n'ont jamais conduit à un chômage de masse. Les nouvelles technologies améliorent la productivité, libèrent du temps

pour s'adonner à d'autres tâches qui restent peut-être à inventer.

Et l'adoption de l'IA par l'économie avance. Plutôt que de se lancer dans la course effrénée menée par les géants chinois et américains (voir chiffres ci-contre), l'Europe tente de tracer son propre chemin à travers cette nouvelle ère. Bruxelles a fait le choix de l'encadrement, afin de canaliser les innovations vers des domaines stratégiques, dans la santé, la mobilité ou encore l'environnement. Le marché suisse se dirige lui aussi vers un développement de l'intelligence artificielle fondé sur des usages spécifiques, notamment dans les technologies de pointe, porté par des investisseurs enthousiastes en quête de rentabilité. Le segment deep tech capte aujourd'hui 60% des fonds de capital-risque investis en Suisse. Sur le Vieux Continent, le pays fait clairement figure de leader. Selon le «Swiss Deep Tech Report 2025», la Suisse possède la plus haute densité de talents spécialisés dans l'IA en Europe, loin devant l'Irlande et les Pays-Bas, faisant fleurir des dizaines de start-up et de projets de recherche ambitieux.

Degré d'exposition des métiers à l'automatisation par IA générative



Le financement de l'IA en chiffres

Capitalisation boursière des leaders

Le 27 janvier 2025, ce sont 1000 milliards de dollars qui se sont évaporés en un jour sur les marchés financiers, à la suite du lancement d'un modèle d'IA pouvant rivaliser avec ChatGPT par la start-up chinoise DeepSeek. Avec une chute de près de 17% (près de 600 milliards), l'action du leader mondial des semi-conducteurs Nvidia a absorbé le gros du choc. Le fabricant de processeurs graphiques (GPU) a néanmoins rebondi en franchissant, en juillet 2025, le seuil symbolique des 4000 milliards de dollars de capitalisation boursière.

Un record également atteint par Microsoft. Les titres des sept géants de la tech américaine Apple, Microsoft, Amazon, Alphabet, Meta, Nvidia et Tesla totalisaient plus de 20 000 milliards de dollars à Wall Street en août 2025.

Investissements en capital-risque

En 2024, les investissements privés dans l'IA ont atteint 109,1 milliards de dollars aux Etats-Unis, soit près de 12 fois plus que ceux de la Chine (9,3 milliards) et 24 fois plus que ceux du Royaume-Uni (4,5 milliards), selon l'«AI Index Report 2025». Alors que la Chine a lancé un fonds de 47,5 milliards de dollars pour les semi-conducteurs en mai 2024, la France et l'Union européenne se sont engagées à verser respectivement 109 et 200 milliards d'euros dans l'IA dans les années à venir lors du sommet de Paris de février 2025. Le projet américain Stargate prévoit un investissement de 500 milliards de dollars dans le secteur d'ici à 2029.

Pronostics

Les Etats-Unis conservent pour l'instant leur avance dans la quantité de modèles d'IA remarquables qu'ils produisent par rapport à la Chine. L'«AI Index Report 2025» révèle néanmoins une quasi-égalité des performances des grands modèles linguistiques (LLM) développés en 2024 par les deux grandes puissances. Selon Grand View Research, le marché de l'IA devrait connaître un taux de croissance annuel composé de 31,5% au niveau mondial, de 33,9% entre 2025 et 2033 en Chine et de 25,6% entre 2024 et 2030 aux Etats-Unis.



Thomas Boyer, directeur du Groupe Mutuel, le reconnaît : à terme, l'automatisation entraînera la disparition de certaines tâches et donc de certains postes.

Un tsunami organisationnel

En automatisant des tâches complexes, l'intelligence menace de **bouleverser le marché de l'emploi** et la nature même des métiers. Dans les PME comme dans les grands groupes, le doute s'installe sur l'employabilité des jeunes diplômés.

Les outils d'IA impressionnent, fascinent, et commencent surtout à inquiéter. La numérisation et la course à l'IA générative mettent le secteur tertiaire dans la tourmente. Pour Christophe Barman, directeur de Loyco, une PME de 150 collaborateurs active dans les services aux entreprises, il ne fait aucun doute que ses parts de marché et la valeur de ses prestations seront mises sous pression par les nouveaux outils. Analyse financière, gestion des ressources humaines et des salaires, les prestations offertes par la société genevoise présentent un fort potentiel d'automatisation. A tel point que certaines tâches effectuées par Loyco pourront bientôt être prises en charge directement par ses clients à moindres frais. Face à ce constat, l'entrepreneur ne s'en cache pas, il s'attend à une forte pression sur les effectifs à moyen terme. «L'IA exigera de beaucoup d'entreprises qu'elles revoient leur activité en profondeur. Il

est probable qu'une partie importante du temps de travail dans notre domaine devra se concentrer sur les relations humaines que la machine ne peut pas remplacer.»

A l'échelle suisse, les grands acteurs de la gestion administrative s'empressent d'effectuer leur transition vers des modèles à fort degré d'automatisation. Parmi eux, le Groupe Mutuel, basé à Martigny (VS), est réputé pour son

dans une autre dimension. «La première phase a démarré début 2024 avec des projets pilotes dans nos centres d'appels où les conversations sont désormais reconnues et résumées automatiquement, quelle que soit la langue ou le dialecte suisse-allemand utilisé. Auparavant, ces synthèses devaient être rédigées manuellement à l'issue de chaque appel par nos collaborateurs. Une tâche répétitive.»

«L'IA exigera de beaucoup d'entreprises qu'elles revoient leur activité en profondeur.»

Christophe Barman Directeur de Loyco

rôle de pionnier en matière d'intégration des nouvelles technologies dans le domaine de l'assurance en Suisse. Pour cette entreprise qui expédie près de 18 millions de courriers chaque année, le scannage et le traitement du volume d'informations étaient déjà automatisés à plus de 80%. Mais l'IA a fait entrer l'entreprise

En parallèle, un robot conversationnel fournit désormais des réponses sur la couverture d'assurance via l'application, et Copilot, l'IA de Microsoft, a été déployé à l'interne pour servir d'assistant virtuel multitâche aux employés. «Les IA apportent des solutions rapides et efficaces», résume Thomas Boyer. Le directeur

reconnaît que la probabilité d'une réduction d'effectifs est importante. «A terme, l'automatisation entraînera la disparition de certaines tâches et donc de certains postes. Mais elle permettra aussi de libérer du temps pour des missions à plus forte valeur ajoutée. Nous comptons notamment sur cet outil pour diversifier nos prestations et élargir notre marché», indique Thomas Boyer. L'entreprise mise sur la formation continue. «Les responsables doivent dégager du temps pour entraîner les salariés à l'IA.»

JUSQU'AU PLUS HAUT NIVEAU

Même les processus de direction sont concernés. «Nous utilisons notre IA jusqu'au plus haut niveau», dit Thomas Boyer. Ce qui interroge sur l'avenir du consulting. Nina Probst, responsable du bureau de McKinsey à Genève, accueille pourtant avec optimisme les avancées récentes en matière d'IA. «Les entreprises doivent se réinventer avec une approche globale, qui revisite non seulement les processus et les données, mais aussi le développement des compétences du personnel.» La firme américaine a lancé sa ligne de service de conseil dédié, QuantumBlack, il y a dix ans. Pour son responsable en Suisse, Andreas Ess, «le conseil à l'ère de l'IA consiste à donner l'avantage au client dans son secteur et à optimiser les processus internes. Dans cette même optique, McKinsey s'est elle aussi dotée de sa propre solution d'IA générative interne, Lilli, en 2023.» L'outil permet un gain d'efficacité dans des tâches telles que la recherche, la synthèse de grands ensembles de données ou la création de premiers jets de présentations – des activités souvent confiées à des consultants juniors.

MARCEL SALATHÉ

Codirecteur du Centre d'intelligence artificielle de l'EPFL

«L'IA améliore la productivité, mais ne détruit pas l'emploi»

Marcel Salathé est codirecteur du Centre d'intelligence artificielle de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne. Il vient de publier l'essai **«IA: comment ne pas perdre le nord?»**, qui décrypte les effets de l'intelligence artificielle sur l'économie, le travail et la société.

Quel sera l'impact de l'IA sur l'économie suisse ces prochaines années?

Je ne suis pas inquiet pour le marché suisse.

Le pays s'illustre dans des domaines de recherche et d'innovation comme l'industrie pharmaceutique ou la medtech, qui vont bénéficier des avancées de l'IA. Cette technologie permettra d'automatiser certaines tâches mais, dans un pays où la complexité du travail est élevée, elle créera surtout de nouvelles fonctions et de nouveaux besoins en matière de compétences humaines. On aura un besoin accru de spécialistes. Il faut aussi dire que l'adoption de l'IA n'est pas tout à fait nouvelle. Les entreprises innovantes se sont lancées sur cette voie depuis un

moins bien dotées ou plus réticentes. L'observez-vous en Suisse?

Pas vraiment pour l'instant. On constate des différences, mais elles dépendent surtout du type d'activité. Une start-up de biotechnologie dépend de l'IA; un restaurant, beaucoup moins. C'était pareil avec l'arrivée d'internet: certaines entreprises sont nées du web, d'autres s'en servaient juste comme vitrine. Même lorsqu'il existe, le fossé technologique n'est pas infranchissable. L'important, c'est d'expérimenter sans prendre de

Suisse sont trop complexes pour être entièrement remplacés: plusieurs études récentes montrent que dans beaucoup de cas, l'IA améliore la productivité sans détruire l'emploi. Aussi, l'histoire économique le confirme. Aucune technologie nouvelle n'a provoqué de chômage de masse durable. La société s'adapte, de nouvelles tâches apparaissent. Je conseille toujours la même chose aux jeunes: faites ce que vous aimez faire, et restez curieux.

La Suisse ne possède ni géants technologiques, ni grandes plateformes. Peut-elle garder la maîtrise de son destin numérique?

Tout à fait. Ce constat était déjà vrai à l'époque de l'essor d'internet et notre économie s'en est très bien sortie. Bien sûr, ce serait formidable d'avoir une grande entreprise technologique helvétique, mais notre économie s'en sort très bien sans. Beaucoup de groupes, notamment dans l'industrie pharmaceutique, utilisent massivement les technologies développées ailleurs. La souveraineté numérique est avant tout une question politique. Un petit pays sera toujours plus ou moins dépendant des plus grands. Mais il doit s'assurer d'avoir des cartes à jouer. Investir dans la recherche et les start-up, c'est investir dans cette souveraineté.

«Les entreprises doivent essayer à petite échelle. Il faut éviter de se lancer à l'aveugle et investir massivement sans stratégie.»

certain temps. Quand nous avons lancé la conférence Applied Machine Learning Days en 2016, on ne parlait pas encore d'IA, mais beaucoup de sociétés – dans la santé ou la reconnaissance d'images – avaient déjà compris qu'un changement majeur était imminent. Il est vrai que l'arrivée de ChatGPT a marqué un tournant. Tout le monde se sent désormais concerné, même si les applications concrètes restent encore à inventer.

On parle aujourd'hui d'un «AI divide», soit un écart entre les entreprises qui exploitent les possibilités de l'IA et les autres,

risques démesurés. Comme pour chaque nouvelle technologie, on apprend en la pratiquant. Les entreprises doivent observer ce que font leurs concurrentes, essayer à petite échelle. Il faut éviter de se lancer à l'aveugle et investir massivement sans stratégie.

Quels métiers pourraient disparaître du fait de l'IA?

Il faut raisonner en tâches, pas en métiers. Chaque emploi est une combinaison de tâches: certaines peuvent être automatisées, d'autres non. Une personne qui ne fait qu'une seule tâche répétitive est plus exposée. Mais la plupart des emplois en

Quels sont les domaines d'action prioritaires pour que la Suisse reste compétitive à l'ère de l'IA?

Il y a trois domaines qui me paraissent essentiels: l'éducation, la science et l'innovation. Aux Etats-Unis comme en Europe, les régions qui prospèrent le plus

grâce à la technologie sont celles qui disposent d'un fort écosystème de recherche. En Suisse, au lieu de réduire les budgets, il faudrait investir davantage dans ces pôles de développement des connaissances et de la technique. Dans le milieu professionnel, la formation continue doit devenir un réflexe collectif. Aujourd'hui, en Suisse, ce sujet relève surtout de la responsabilité individuelle. C'est un bon début, mais il faut aller plus loin. On a besoin d'un effort national pour que chacun puisse se former en continu, avec des formats flexibles. L'obstacle n'est souvent pas le coût, mais le temps à disposition des entreprises.

Qui doit donner l'impulsion en ce sens?

Je pense qu'il faut en faire un projet de société. Nous avons un excellent système éducatif pour les jeunes mais, une fois adultes, nous sommes livrés à nous-mêmes. J'aimerais qu'on imagine un système où l'apprentissage reste possible tout au long de la vie, à petites doses, en intégrant des pratiques réelles du monde du travail. Ce serait à la fois un atout économique et une assurance contre la perte d'emploi. L'IA permet justement d'imaginer des modèles d'apprentissage plus légers et personnalisés: ce qu'on appelle la «just-in-time education», des petits modules, tout au long de sa carrière.

Quel a été le point de départ de votre nouvel essai, «IA: comment ne pas perdre le nord?»?

Cela fait une quinzaine d'années que je travaille dans le domaine de l'intelligence artificielle et j'ai toujours trouvé important d'expliquer les progrès technologiques auxquels nous assistons. Ce n'est pas un ouvrage technique ni purement scientifique: la première partie explique comment l'IA fonctionne, la deuxième aborde ses domaines d'application (santé, éducation, recherche, travail) et la troisième ouvre une réflexion sur l'avenir. J'ai voulu réaliser un ouvrage accessible, sans jargon, qui partage aussi mon opinion et mon ressenti sur les bouleversements en cours.

Quel est le niveau actuel d'éducation à l'IA en Suisse?

Les personnes actives dans la recherche ou dans la technologie comprennent bien



les enjeux. Mais au-delà de ces cercles, beaucoup n'ont encore qu'une idée très vague de ce qu'est l'IA. Même parmi les personnes bénéficiant d'un haut niveau de formation, la technologie reste souvent une boîte noire. J'ai voulu ouvrir cette boîte, montrer que ce n'est pas si compliqué à comprendre, mais que c'est une technologie très puissante, aux conséquences profondes.

Vous y parlez notamment de l'IA «agentique».

Qu'est-ce que cela va changer?

L'IA d'aujourd'hui est surtout réactive, elle répond à vos demandes. L'IA agentique, elle, agit. Elle peut accomplir des tâches de manière semi-autonome – réserver un vol, planifier un rendez-vous, rédiger un rapport. Autrement dit, la machine s'occupe de tout et seule la va-

lisation finale incombe à l'humain. Nous en sommes au tout début mais c'est une évolution majeure qui se déploiera ces prochaines années.

Certains craignent une perte de contrôle face à des systèmes qu'ils ne comprennent pas.

Est-ce un risque réel?

Il me semble que c'est avant tout une peur entretenue. Ces discours alarmistes viennent souvent de la Silicon Valley, de gens qui cherchent à lever des fonds. On ne sait pas ce qui arrivera dans 200 ans, mais, à court terme, il n'y a aucun risque existentiel à cause de l'IA. A long terme, l'IA s'intégrera probablement dans nos vies, peut-être même dans nos corps. On y est déjà: implants, prothèses, interfaces cerveau-machine... Cela semblera naturel aux prochaines générations.

La surrégulation européenne agace les entrepreneurs

Les législateurs suisses et européens cherchent l'équilibre entre régulation et innovation. Un an après l'entrée en vigueur de l'**AI Act** européen, parfois qualifié de «frein pour l'innovation», la Suisse prend soin de minimiser le carcan réglementaire.

1 L'AI ACT, LE PARI DE L'UE POUR JOUER UN RÔLE AU NIVEAU MONDIAL

La mainmise de grandes corporations américaines sur les technologies d'IA suscite une certaine méfiance. La Commission européenne a rapidement entrepris de légiférer pour encadrer leur usage. L'AI Act est entré en vigueur en août 2024. La législation prévoit notamment que, dans les domaines jugés «à risque», comme la santé, la sécurité publique ou encore l'éducation, les outils d'IA doivent répondre à des critères exigeants en matière de gouvernance, de gestion des risques et de surveillance humaine.

2 DE NOMBREUSES ENTREPRISES SUISSES CONCERNÉES

«Sur ce terrain, l'arbitrage européen diffère de celui de la Suisse, qui privilégie une approche par secteurs qui se veut plus souple», explique Philippe Gilliéron, avocat spécialiste des questions de propriété intellectuelle. De nombreuses entreprises suisses sont toutefois tenues de se conformer à l'AI Act, parce qu'elles opèrent sur le marché européen ou vont exploiter les résultats générés par de tels outils au sein de l'UE. Un dirigeant d'entreprise suisse qui souhaite garder l'anonymat regrette la complexité qui découle de ces lois dans la pratique. Pour se mettre en conformité avec la réglementation européenne, la société a dû embaucher plusieurs juristes à plein temps. «La conformité juridique prend nettement plus de temps et de ressources que le développement technologique lui-même», déplore-t-il.

3 UN CADRE STRICT AMENÉ À S'ASSOULIR

Le frein à l'innovation est souvent pointé du doigt, mais les experts en droit insistent aussi sur la nécessité d'encadrer un outil technologique aux implications larges. «L'AI Act vise aussi à instaurer la confiance dans le marché intérieur. On cherche à concilier les intérêts de l'économie du numérique en protégeant les droits

fondamentaux et en favorisant l'innovation et la compétitivité des entreprises européennes», résume Florence Guillaume, professeure de droit à l'Université de Neuchâtel et responsable du Certificate of Advanced Studies en droit et intelligence artificielle. A Bruxelles, les lignes commencent à bouger. Les conclusions du rapport Draghi sur la compétitivité européenne, publié en 2024, poussent la Commission d'Ursula von der Leyen à assouplir les règles pour stimuler l'innovation. «Il semble que l'Europe commence à rompre avec la logique de surrégulation», dit Yaniv Benhamou, directeur du Digital Law Center de l'Université de Genève et membre du groupe d'accompagnement de la Confédération sur la régulation de l'IA. «Les législateurs prévoient notamment d'accorder des exceptions aux PME concernant l'application du Règlement général sur la protection des données. Certaines entreprises pourraient par exemple ne plus avoir à conduire des analyses d'impact sur le traitement des données personnelles.»

4 EN SUISSE, LE DROIT DEVRA ÊTRE ADAPTÉ

Le Conseil fédéral adoptera la Convention du Conseil de l'Europe sur l'IA. Ce texte international est basé sur de grands principes plutôt que sur des normes détaillées, en accord avec l'approche suisse habituelle. Le groupe d'experts sur la régulation de l'IA est déjà à pied d'œuvre pour proposer les changements législatifs dont la Suisse aura besoin dans les domaines clés comme la santé, l'éducation ou encore la finance. Yaniv Benhamou, lui-même membre du groupe, esquisse déjà quelques mesures. «Du côté du soutien à l'innovation, il est prévu d'autoriser la création d'espaces de données que les entreprises pourront se partager. Sur le plan de la régulation, la Suisse devra sans doute renforcer son arsenal juridique contre les discriminations, au vu des risques élevés de biais discriminatoires dans le cadre du recrutement, par exemple.»

La Suisse, nouveau hub européen de l'IA

Les géants misent sur Zurich

Zurich est devenue l'une des antennes européennes favorites des mastodontes de l'IA. Après Apple, Nvidia, Meta, Microsoft et Google, ce sont désormais OpenAI et Anthropic qui ont pris leurs quartiers sur les bords de la Limmat.

Chasse aux talents

En décembre 2024, OpenAI débauchait trois ingénieurs de Google alors qu'elle s'installait dans ses locaux de la cité de Zwingli. Au printemps 2025, Anthropic, créatrice du robot Claude, frappait un grand coup en attirant Neil Houlsby, ingénieur vedette de Google, pour diriger son nouveau laboratoire de recherche zurichois.

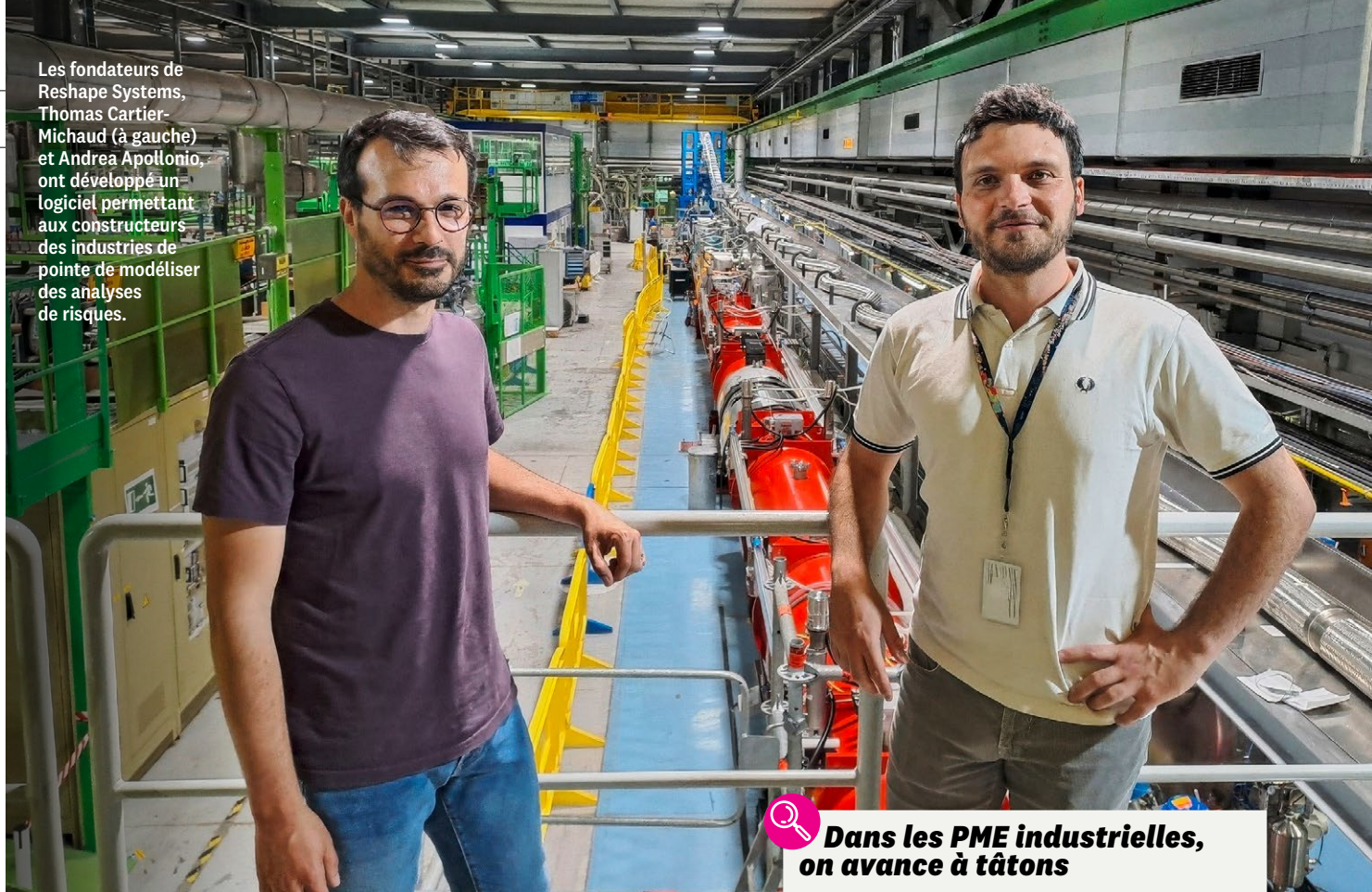
L'EPFL en embuscade

En Suisse romande, l'écosystème des technologies de pointe a également musclé son jeu. En décembre 2024, l'EPFL annonçait l'arrivée dans ses rangs du chercheur canadien Samy Bengio, chef de la recherche de l'IA chez Apple. C'est également sur le campus d'Ecublens qu'est née la start-up Giotto.AI, dont la technologie est arrivée en 2025 en tête du classement mondial des IA en termes de capacité de raisonnement. Les deux écoles polytechniques fédérales ont joint leurs forces pour développer l'IA en Suisse, notamment au travers de la Swiss AI Initiative, qui a débouché en août 2025 sur le lancement d'Apertus, un modèle de langage fondé sur un logiciel open source.

Européenne, mais pas trop

En plus d'accueillir des institutions de recherche et des entreprises de pointe, l'écosystème helvétique se distingue également par un double avantage stratégique. La Suisse bénéficie d'un accès privilégié au marché européen, tout en restant en dehors du cadre réglementaire imposé par Bruxelles. La législation européenne sur l'IA (AI Act) est notamment perçue comme un frein à l'innovation par les grandes entreprises de la technologie, mais aussi par les acteurs locaux qui cherchent à intégrer des solutions d'IA dans leurs processus.

Les fondateurs de Reshape Systems, Thomas Cartier-Michaud (à gauche) et Andrea Apollonio, ont développé un logiciel permettant aux constructeurs des industries de pointe de modéliser des analyses de risques.



Dans la course à l'IA, les start-up suisses cherchent leur place

Pour se positionner efficacement sur un marché mondial dominé par les géants américains et chinois, les entreprises de **la deep tech helvétique** se distinguent en développant des produits spécialement conçus pour les industries de pointe.



100 milliards

Les entreprises actives dans la deep tech en Suisse ont généré collectivement plus de 100 milliards de dollars de valeur d'entreprise, selon le «Swiss Deep Tech Report 2025».

60%

La deep tech concentre plus de 60% du capital-risque investi en Suisse, un record mondial.

Derrière le terme énigmatique de deep tech se cachent les PME qui assureront l'avenir de la prospérité suisse à l'ère de l'IA. Les entreprises actives sur ce segment en Suisse ont désormais créé collectivement plus de 100 milliards de dollars de valeur d'entreprise, selon le «Swiss Deep Tech Report 2025». Plus de 60% du capital-risque investi en Suisse est capté par la deep tech, soit le taux le plus élevé du monde. Aujourd'hui, le paysage économique suisse compte plusieurs centaines de start-up dans ce domaine. «Pour attirer des fonds de capital-risque, les entreprises doivent désormais intégrer l'IA dans leurs processus, explique Lennig Pedron, directrice de la Trust Valley romande. Mais, trois ans après le lancement de ChatGPT, les investisseurs veulent voir des résultats économiques. Il faut que la solution développée puisse être déployée dans l'économie et qu'elle devienne rentable à moyen terme.»



Dans les PME industrielles, on avance à tâtons

Dans les PME établies de longue date, l'adoption de nouveaux outils liés à l'intelligence artificielle progresse mais reste encore timide. Selon une étude de l'assureur Axa parue en octobre 2025, **elles sont 37% en Suisse à recourir à l'IA.**

«Pour la plupart des entreprises industrielles, les cas concrets d'utilisation de l'IA les plus fréquents sont l'optimisation des flux ou la facilitation des contrôles de qualité, indique Frédéric Dubois, responsable du programme INNdustry au sein d'Innovaud. Pour l'instant, l'adoption de l'IA se concentre sur les tâches administratives. Le déploiement dans les procédés industriels est plus lent, car il est plus complexe. Mais il s'agit bien d'un avantage stratégique majeur.» Pour aider les PME à sauter le pas, Innovaud lance cette année **La Cohorte, un programme de formation continue de trois mois** visant à aider à déterminer les cas d'usage concret de l'IA dans les processus de l'entreprise, puis d'approfondir certains domaines, comme la cybersécurité ou la gestion des données, en fonction de leurs besoins.

Reshape Systems, un spin-off du CERN, a élaboré un logiciel permettant aux constructeurs des industries de pointe de conduire des analyses de risques. A partir de la documentation et des caractéristiques du produit industriel et des normes en vigueur, le logiciel modélise une analyse de risques. Chaque pièce est restituée en modèle numérique, avec ses points critiques et les normes en vigueur pour chacun d'entre eux. «L'opération génère un tableau récapitulatif de tous les risques ou défauts potentiels, la norme correspondante et leur degré de gravité. Pour les ingénieurs, c'est un gain de temps

considérable, de l'ordre de 80%», explique le cofondateur Andrea Apollonio. Les analyses de risques sont en effet un passage obligé pour obtenir la certification de conformité nécessaire au lancement de nouveaux produits industriels. Reshape Systems, qui compte cinq employés, a décroché en 2025 une enveloppe de 850 000 francs auprès d'investisseurs privés et de Venturekick et a remporté le Grand Prix Tech4Trust d'une valeur de 70 000 francs. L'algorithme a été conçu pour de nombreuses applications industrielles. «Nous avons adopté une approche «agnostique»: la solution doit fonctionner aussi bien sur l'aéronautique que sur l'énergie nucléaire ou l'automobile. Elle se décline efficacement sur toutes les industries de pointe.» L'IA reste toutefois utilisée en tant que copilote. L'ingénieur reste le maître à bord et il reste le seul à pouvoir valider les résultats produits par la machine.

TRAVAILLER PLUS VITE

Reshape Systems figure parmi les nouvelles entreprises de l'écosystème suisse de la deep tech. Ces technologies de pointe ne sont pas axées sur la consommation de masse, comme ChatGPT ou DeepSeek, mais sur des applications très spécifiques, notamment dans l'industrie manufacturière. A Prilly (VD), la start-up TofuPilot, créée en 2024 sur le campus de l'EPFL, s'est distinguée en développant un logiciel qui permet aux ingénieurs industriels de gagner un temps précieux lors des phases de validation et de test en fabrication. «Le développement de ces systèmes et l'analyse des masses de données qu'ils produisent prennent énormément de temps, explique la cofondatrice Charlotte Evéquoz. Notre équipe développe des applications d'IA très efficaces non seulement pour élaborer des bancs de tests plus rapidement, mais aussi pour analyser ces données. Nous avons choisi d'émerger de la base plutôt que d'imposer une transformation par le haut, les solutions d'automatisation les plus efficaces viennent directement des besoins du terrain.»

Dix-huit mois après sa création, TofuPilot est déployé sur une trentaine de lignes de fabrication, réparties entre les Etats-Unis, l'Inde, l'Europe et la Suisse. La solution s'applique à des domaines variés: robotique humanoïde, agricole, véhicules autonomes, systèmes de défense et sécurité fiduciaire. La start-up, qui emploie cinq personnes, est déjà rentable. «Notre croissance rapide et nos revenus nous ont permis de rester indépendants pour cette première phase, précise Charlotte Evéquoz. En travaillant étroitement avec l'industrie manufacturière, nous construisons l'infrastructure d'IA dont elle aura besoin pour rester compétitive dans la prochaine décennie.» Une approche réfléchie et calibrée bien accueillie par les industriels, pour qui l'adoption de l'IA est souvent plus lente.



Talent Fit

Cet outil évalue l'adéquation entre une personne et un poste, en produisant des affinités, des complémentarités et des points de vigilance.

Le matching professionnel pensé par l'IA

Et si l'intelligence artificielle servait à mieux comprendre les relations humaines au travail? L'entreprise lausannoise Leonardo 3.4.5, spécialisée dans l'analyse des comportements professionnels, lance Talent Fit, une plateforme d'analyse et de conseil en matière de relations interpersonnelles sur le lieu de travail. «Dans les grandes structures, on manque souvent de temps pour traiter les questions relationnelles. Notre outil offre justement un cadre pour favoriser le dialogue», explique Yann Vaucher, directeur de Leonardo 3.4.5.

Les profils comportementaux de chacun sont créés sur la base d'un questionnaire comptant 80 points. «Talent Fit permet de faire du matching entre un profil et une offre d'emploi, d'analyser la relation entre deux personnes ou de simuler différentes configurations hiérarchiques pour comprendre la dynamique entre un manager et son équipe. En quelques secondes, le logiciel produit un rapport qui met en évidence les affinités, les complémentarités et les points de vigilance. Puis il propose des pistes de formation ou d'adaptation.»

Contrairement à d'autres approches basées sur le scoring, Talent Fit insiste sur sa dimension humaine. «Nous ne voulons pas d'un système de notes ou de classement. Le rôle de l'IA n'est pas de décider à la place de l'humain, mais de nourrir la réflexion. C'est toujours au recruteur, au manager ou au collaborateur d'interpréter les résultats et d'en tirer ses propres conclusions.» L'outil repose sur un grand modèle de langage fourni par la firme genevoise Infomaniak. «Les données ne quittent pas le territoire suisse et elles sont effacées après utilisation.»

Présenté officiellement début octobre lors du Salon RH 2025, Talent Fit a déjà séduit une quinzaine de clients, issus de secteurs comme l'horlogerie ou l'administration publique. «Les retours sont très positifs», note Yann Vaucher.



Algorized

Basée sur l'analyse des signes vitaux, cette solution d'IA redéfinit la manière dont les machines ressentent et interagissent avec les humains.

Des robots qui perçoivent les signes vitaux

«**A** la différence de caméras et de capteurs radars standard, qui détectent la présence humaine au travers d'une image ou d'un mouvement, notre technologie permet de localiser des personnes grâce à leur rythme cardiaque, à leur respiration ou à leur niveau de stress», résume Natalya Lopareva, cofondatrice et CEO d'Algorized.

Fondée en 2022 à Etoy (VD), cette start-up a pour but d'optimiser la sécurité des travailleurs des sites industriels, robotiques et automobiles. L'IA fondamentale qu'elle a développée améliore la manière dont les machines perçoivent la présence humaine et y réagissent. «Se baser sur les signes vitaux permet aux robots de disposer d'une compréhension extrêmement fine de ce qu'est une personne. Cela permet par exemple de détecter sa présence également en l'absence de mouvements. Le tout en préservant les données privées, comme nous n'utilisons pas de caméras.»

Par ailleurs, la solution ne nécessite pas de mise à niveau matérielle coûteuse. «Nos algorithmes d'apprentissage automatique utilisent la multitude de données fournie par des capteurs sans fil tels que le wi-fi sensing et des radars (utilisant des technologies existantes comme le mmWave ou l'UWB), sur les différents sites afin d'optimiser le suivi en temps réel des personnes et la détection des signes vitaux dans n'importe quel environnement.»

Algorized a bouclé un tour de table à 4,3 millions de dollars en 2024. «En à peine douze mois, nous sommes passés d'une équipe de quatre basée exclusivement en Suisse à 14 personnes, dont la moitié se trouve dans la Silicon Valley. Nous avons aussi signé des contrats à long terme pour un montant d'environ 2 millions de francs avec des industriels et des acteurs de l'automobile.» La start-up se prépare à sa prochaine levée de fonds en série A de 15 millions de dollars.



Caffeine

Cette nouvelle plateforme d'intelligence artificielle permet aux utilisateurs de créer facilement des sites web, des apps et des services numériques.

Le «self-writing internet» en marche

Lancée à la mi-octobre, Caffeine permet à chacun, qu'il s'agisse d'individus, de PME ou d'organisations diverses, de créer des sites web, des apps et des services numériques en quelques minutes, simplement en les décrivant avec des mots du quotidien. Pour ce faire, il suffit de «chatter» avec la plateforme en lui donnant, au fur et à mesure, les indications souhaitées. Les données ne sont pas stockées dans un cloud centralisé, mais sur l'Internet Computer, un réseau décentralisé et hautement résilient réparti sur de nombreux ordinateurs indépendants à travers le monde.

«Les applications possibles sont multiples: du réseau social hyper-local à la création de sites d'e-commerce, en passant par des portails intranet ou des services de gestion des flux de travail», énumère Dominic Williams, CEO de la Fondation Dfinity, qui se trouve derrière le projet. Basée à Zurich et en Californie, cette dernière a investi, depuis sa création en 2016, plus de 500 millions de dollars en R&D, principalement dans les travaux complexes d'informatique et d'ingénierie liés à son réseau public, l'Internet Computer.

A la base de cette nouvelle technologie se trouve Motoko, le premier langage de programmation conçu pour l'intelligence artificielle. Son objectif: démocratiser la création de logiciels. A ce jour, 15 000 premiers utilisateurs ont testé le produit et fourni leur feed-back.

La plateforme est multilingue et accessible en freemium. En d'autres termes, elle est gratuite pour les fonctions de base et payante pour certaines options avancées. Comme avec ChatGPT, il est recommandé d'être clair et précis pour exploiter pleinement cet outil: commencer simplement, en indiquant l'objectif et le public cible, puis enrichir progressivement la requête avec des éléments de contexte.